

La richesse réelle des nations

Partage international n° 230 - Octobre 2007

Interview de Riane Eisler par Cher Gilmore

Dans son dernier ouvrage La richesse réelle des nations, Riane Eisler, présidente du Centre américain d'études sur le Partenariat, analyse les problèmes du monde à la lumière de deux valeurs fondamentales et antagonistes : la domination et la coopération. Cher Gilmore l'a interviewé pour Partage international.

Partage international : *Vous attribuez la plupart des problèmes de notre monde à la prévalence du schème de domination sur celui de partenariat. Qu'entendez-vous par là ?*

Riane Eisler : Mes recherches m'ont montré que nos catégories sociales pratiquement ataviques - religion/laïcité, capitalisme/socialisme, capacité/pauvreté technologiques - sont inopérantes lorsqu'il s'agit d'imaginer quels types d'institutions et quels systèmes de valeur seraient à même de fonder le genre de relations que nous voulons et qui sont essentielles à la survie de notre espèce ; je veux parler du respect mutuel, du sens de la responsabilité et de l'entraide, et de la prise en compte du bien-être des générations futures. Pour répondre à ce genre de question primordiale, il faut une nouvelle grille, qui ne pourra émerger que d'une approche transculturelle et historique qui nous permettra de sortir de l'antagonisme entre domination et partenariat.

PI. *Quand et comment avons-nous opté pour le schème de domination ?*

RE. C'est une question intéressante. On ne peut reconstruire une histoire digne de ce nom de nos origines culturelles sans sortir soi-même de la mentalité de domination, avec son invariable image de l'homme chef, chasseur et guerrier. Car quand on élargit notre point de vue - en incluant les deux moitiés féminine et masculine de l'humanité - pour examiner les données mythologiques et archéologiques, le tableau devient tout différent. On s'aperçoit que l'ensemble des civilisations se trouvant dans les régions les plus fertiles du globe, où l'on considérait la Terre comme une bonne Mère, allaient dans la direction du partenariat. Dans la direction, parce qu'aucune société n'est construite

exclusivement sur un système de domination ou de coopération. La préhistoire occidentale (et les spécialistes asiatiques sont parvenus aux mêmes conclusions) indique que les premières cultures, au début orientées vers le partenariat, ont peu à peu glissé vers le schème domination. Il semble, en tout cas pour l'Occident, que ce glissement date en gros des premières invasions nomades.

PI. *Dans votre ouvrage, vous citez les pays nordiques comme des exemples de sociétés orientées vers le partenariat.*

RE. Au début du XX^e siècle, les pays scandinaves étaient très pauvres. Ils se sont alors orientés progressivement vers le modèle partenarial et ont mis en place des politiques plus sociales qui investissaient, comme diraient les économistes, dans l'amélioration intensive de leur « capital humain ». L'une des raisons de cette réorientation semble intimement liée à l'élévation du statut de la femme, au point que les hommes ne considéraient plus comme une menace à leur virilité d'adopter des traits ou des activités jusqu'alors considérés comme exclusivement féminins. Aujourd'hui, ces nations se retrouvent non seulement avec les meilleurs indices de développement humain, mais également, en tête du classement en matière de compétitivité. Ce qui montre que le social paie. Non seulement en termes humains et environnementaux, mais aussi financiers.

PI. *On reproche souvent aux programmes de santé et d'éducation primaire d'être trop chers et économiquement inefficaces.*

RE. Ce reproche repose essentiellement sur une sous-évaluation du féminin, du social. Mais j'ai souvent eu l'occasion de vérifier la large supériorité des politiques sociales. Prenez les entreprises classées comme les meilleures en matière de conditions de travail. Ce sont les plus rentables pour les actionnaires. Pour quelle raison ? Quand des gens travaillent pour une société qui les fait bénéficier d'une politique sociale, eux et leurs familles, ils se sentent respectés et s'investissent davantage dans leur travail et dans la réussite de leur entreprise, ne serait-ce que pour y garder leur emploi. Cela, nous le savons, mais nous avons été élevés dès l'enfance dans l'idée que tout ce qui relève des valeurs spécifiquement féminines, comme le social, l'esprit d'entraide, n'avait aucune valeur économique.

PI. *Et cela pénètre dans l'inconscient.*

RE. Oui, et c'est pourquoi le premier pas à faire est d'en prendre conscience. Cette nouvelle grille, ces nouvelles lentilles sociales rendent les choses beaucoup plus claires. Elles nous montrent que c'est l'ensemble du système qu'il faut revoir. Qu'il nous faut continuer à démanteler les structures de domination hiérarchique, tout en posant les fondations d'une société partenariale, égalitaire – que ce soit entre les moitiés féminine et masculine de l'humanité, ainsi qu'entre elles et leurs enfants. C'est ce genre de relations qui nous apprennent avant tout ce qui est normal et anormal, possible et impossible, ce qui a de la valeur et de ce qui n'en a pas.

PI. *Comment la dévaluation du féminin par le schème de la domination a-t-elle affecté notre économie ?*

RE. L'effet en a été très profond. Prenons d'abord l'économie de marché. Les économistes vous diront que la valeur d'un objet quelconque dans une économie de marché est fixée par la loi de l'offre et de la demande. C'est vrai, mais en partie seulement. Bien plus importante est la pression, même si elle est souvent inconsciente, des valeurs culturelles. L'économie de marché, observée d'une manière objective, fait apparaître quelques bizarreries. On s'aperçoit très vite que les revenus des métiers qui ne comportent en eux-mêmes qu'une faible dimension sociale, comme plombier, ingénieur..., sont uniformément supérieurs à ceux des professions à vocation sociale, comme assistante sociale, puéricultrice... Les Américains trouvent tout à fait normal de payer leur plombier 50 à 90 dollars de l'heure, et autour de dix dollars leur baby-sitter, leur assistante maternelle, et en plus sans cotisation sociale. Et naturellement, on insiste pour que les plombiers reçoivent une formation professionnelle. Comment, autrement, pourrait-on leur confier de vérifier l'état de nos tuyaux ? Mais alors que l'on sait toute l'importance de l'enfance, on insiste guère sur la formation de ceux dont le métier touche à ce secteur. C'est tout simplement illogique, c'est pathologique, et c'est ce que nous devons changer. Cela ne s'arrange pas, bien au contraire, quand on considère d'une manière plus large le système économique, car l'économie ne se réduit pas au marché, loin de là. Il y a aussi l'économie domestique, des foyers – après tout, c'est elle qui produit les citoyens, ce qu'on appelle le capital humain, qui feront tourner la société. On n'aura jamais une vision complète de la vie économique tant que l'on n'y inclura pas cette économie naturelle. Même les indicateurs économiques universels et quelque peu abstraits dont usent et abusent les politiciens – le produit intérieur brut (PIB), etc. – ont quelque chose d'étrange. Ils incluent dans les activités productrices de richesses des activités

nocives, voire mortelles. La fabrication de cigarettes coûte un prix faramineux à la société, que ce soit en termes médicaux ou en termes de mortalité. Idem en ce qui concerne les marées noires, avec leurs nettoyages et les procédures judiciaires qu'elles entraînent. Par contre, ces indicateurs n'incluent pas les activités qui concourent à l'économie domestique ou naturelle. C'est d'ailleurs pour cela que les économistes excluent de leurs calculs les tâches tournant autour de l'éducation des jeunes enfants. Allez dire cela à ceux qui travaillent dur du lever au coucher du soleil ! Cela n'a aucun sens, comme le montrent certaines études. Ainsi, les études menées par le gouvernement suisse ont estimé que l'ensemble des travaux domestiques non payés (ménage, s'occuper des enfants, etc.) équivaldrait à 70 % du PNB du pays.

Il faut imaginer un système économique qui donne visibilité et valeur aux activités les plus importantes, c'est-à-dire celles en faveur du social et de l'environnement. Elles ne peuvent pas toutes s'évaluer en termes financiers, mais elles sont indispensables si nous voulons en finir avec le problème de la pauvreté – et beaucoup de choses semblent évoluer dans cette direction. Les pays nordiques, par exemple, indemnisent les citoyens qui travaillent dans ces domaines. Et l'une des premières mesures qu'a prises Michelle Bachelet après son accession à la présidence du Chili a été d'améliorer la formation et le salaire des travailleurs sociaux pauvres.

PI. *Existe-t-il d'autres domaines, à côté des activités domestiques et environnementales ?*

RE. Oui, l'économie communautaire bénévole. Il est impératif de comprendre la nécessité d'un changement systémique. On ne pourra jamais changer les pratiques économique et du business en restant enfermé dans l'économie traditionnelle. Il faut en sortir et, élargissant notre regard à un système culturel plus vaste, le changer lui aussi, par un processus interactif. Pour permettre un tel changement, il importe de mettre en place un système de récompenses, de gratifications, privilégiant les conduites socialement positives. D'autre part, nous ne changerons pas le système économique si nous ne changeons pas de culture. Cela n'a rien d'une relation causale linéaire : c'est interactif.

PI. *Peut-il y avoir une justice – économique ou autre – tant que la mentalité qui sous-tend le schème de domination demeure inchangée ?*

RE. Il n'est pas réaliste d'attendre d'enfants qui grandissent dans des familles marquées par un système de domination rigide, dont l'une moitié des membres est censée servir l'autre, qu'ils

n'intériorisent pas le point de vue des victimes. Comment même peut-on leur parler de justice économique tant qu'ils ne seront pas sortis de ce carcan ? En ce qui concerne la question de la pauvreté, toutes les statistiques montrent que ce sont les femmes et les enfants qui constituent la masse des pauvres, et même des plus pauvres de la planète. On ne peut raisonnablement s'attendre à résoudre ce problème apparemment insoluble sans, au préalable, remettre à niveau le statut de la moitié féminine de l'humanité.

PI. *Vous montrez que l'élévation du statut et du pouvoir des femmes entraîne inévitablement une amélioration générale de la qualité de vie d'une nation...*

RE. Au Centre d'études sur le partenariat, nous avons corrélé deux séries de données statistiques de 89 pays. L'une mesurait la qualité de vie générale - mortalité infantile, accès à l'eau potable, règles concernant l'environnement et la différence entre les couches inférieures et supérieures de la société. L'autre série portait sur le statut de la femme - mortalité maternelle, accès à la contraception, pourcentages des femmes dans les institutions politiques. Nous avons ainsi constaté que si le Koweït et la France avaient des PNB par tête presque identiques, la mortalité infantile au Koweït est deux fois supérieure à celle de la France, et le statut de la femme est significativement supérieur en France qu'au Koweït. On retrouve là encore l'impact des schèmes dominateur/coopératif.

PI. *Une transformation majeure peut-elle survenir en l'absence d'une vision plus égalitaire de la société ?*

RE. Je pense que non. Et c'est une des raisons pour lesquelles il est si important de réexaminer la grille de lecture - les catégories sociales - qui nous sont comme une seconde nature, et d'en changer.

PI. *Quelles sont les activités du Centre d'études sur le partenariat ?*

RE. Ce Centre a vu le jour en 1987 après le succès de mon livre *Le Calice et l'Épée* [Laffont, 1989]. Un certain nombre d'entre nous avons décidé de créer une ONG, aujourd'hui liée à l'Onu, afin d'informer et d'encourager le public.

Nous avons aussi dans nos cartons un projet majeur - l'Alliance spirituelle contre les violences familiales. Mes recherches m'ont montré l'existence d'éléments

particuliers, accélérateurs, qui produisent des effets systémiques en cascade. Mettre un terme aux violences domestiques contre les femmes et les enfants dans les familles, par exemple, est fondamental pour édifier une culture de paix. Mais, et c'est là aussi un effet du schème de domination qui fait pratiquement partie de nos gènes. Les institutions religieuses et leurs responsables ont, hélas, souvent non seulement accepté, mais érigé cette violence en volonté de Dieu, ou d'Allah. La principale source de blessures chez les femmes aux Etats-Unis, c'est la violence conjugale. Et il suffit de regarder ce qui se passe dans le monde pour voir les effets néfastes de ce schème de domination : crimes d'honneur, mutilations génitales des petites filles, veuves jetées vives dans le bûcher de leur mari... Il faut que des responsables religieux dotés d'une véritable autorité morale affirment avec force l'immoralité de tels comportements. Nous préparons un livre de référence présentant des conseils précis de prévention, dans le but de démontrer le lien entre la violence domestique et internationale, afin d'aider à y mettre fin.

PI. *Auriez-vous quelque chose à ajouter ?*

RE. C'est une question qui me passionne - non seulement en tant que chercheuse et militante, mais aussi en tant que mère et grand-mère profondément convaincue que la route que nous suivons aujourd'hui est une impasse. Et aussi que mon cœur frémit quand je vois le nombre de ceux qui, maintenant, sont capables de ressentir de la sympathie pour l'autre, y compris quand il vit aux antipodes. Cela fait partie de ce que j'appelle « l'évolution de la conscience partenaire ». Et je crois que c'est probablement l'avancée spirituelle essentielle de notre monde, parce que cette conscience, la volonté de faire quelque chose pour créer une Terre meilleure, nous donne un ferme espoir de changement.

partnershipway.org

Auteur : Cher Gilmore, collaboratrice de Share International basée à Los Angeles (Californie).

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()